



**Le Syndicat.
Die Gewerkschaft.
Il Sindacato.**

Conférence de presse
Berne, le 23 novembre 2018

Embargo de transmission jusqu'au vendredi 23.11.2018 à 11h00
Vania Alleva, présidente d'Unia

Le système Zalando et Amazon : dumping salarial dans le commerce en ligne

Les parts de marché du commerce en ligne ne cessent d'augmenter au détriment du commerce traditionnel. Les conditions de travail dans l'ensemble du domaine de la logistique, qui est étroitement lié à l'e-commerce, sont très mauvaises et pratiquement pas réglementées. Echappant à toute responsabilité sociale, des acteurs importants de ce marché sont responsables du dumping salarial et social.

La branche est en plein boom, mais les conditions de travail dans le commerce électronique et la vente par correspondance sont relativement peu connues. Une enquête d'Unia menée en 2017 auprès du personnel a mis en évidence la nécessité d'agir : la grande majorité des personnes interrogées (87%) souhaitent une amélioration des conditions de travail. Les principaux thèmes sont : des salaires équitables, des horaires de travail planifiables et favorables à la famille, une meilleure protection de la santé et plus de vacances.

Zalando : dumping avec des entreprises sous-traitantes

Prenons l'exemple de Zalando : la part de la Suisse au chiffre d'affaires total de Zalando dans les pays germanophones s'élève à 25%. Pourtant, la population suisse représente tout au plus 8% de la population de ces régions. Zalando gagne chaque année des parts de marché supplémentaires : depuis 2012, l'entreprise a quadruplé son chiffre d'affaires en Suisse pour atteindre 685 millions de francs.

Cette croissance fulgurante repose aussi sur l'exploitation des salarié-e-s. Travail sur appel, travail temporaire et atteintes à la santé sont monnaie courante dans les entreprises suisses chargées de traiter les retours de Zalando. Voici à ce sujet quelques faits que nous avons constaté : MS Direct, entreprise sous-traitante de Zalando à Arbon (TG), paie un salaire de misère de 19,10 francs bruts, y compris l'indemnité de vacances et de jours fériés. L'entreprise Ingram Micro à Rothrist (AG), qui s'occupe aussi de la gestion des retours, verse même 18 francs. Les employé-e-s travaillent souvent sur appel et sous une pression telle qu'ils/elles n'ont même pas le temps d'aller aux toilettes. C'est indécent.

Le syndicat Unia et les salarié-e-s ont demandé cette année, par le biais d'une action et d'une pétition, de meilleures conditions de travail et des salaires minimums décents pour les entreprises sous-traitantes de Zalando en Suisse. La pétition avec plus de 2 000 signatures a été envoyée directement à la direction de Zalando à Berlin. Unia et les employé-e-s n'ont encore reçu aucune réponse de Zalando. L'entreprise profite donc de conditions de travail déplorables et de salaires de dumping pour faire un maximum de bénéfices, et tente en même temps de se soustraire à ses responsabilités.

Amazon : pression salariale sur le « dernier kilomètre »

C'est maintenant au tour d'un autre grand groupe, Amazon, de faire son entrée sur le marché helvétique. Connu pour ses conditions de travail misérables, il concurrence le commerce de détail et bouleverse la branche de la logistique. A l'avenir, Amazon souhaite livrer progressivement des gammes de produits qui n'étaient jusqu'ici pas livrées en Suisse. L'arrivée annoncée du groupe sur le marché manque toutefois de transparence. Un accord a été conclu avec La Poste sur les frais de dédouanement, mais on ne connaît pas précisément les termes de cet accord. On ne sait pas non plus comment les retours sont gérés. Il faut donc partir de l'idée qu'Amazon confiera ces tâches à des sous-traitants, comme Zalando et comme c'est aussi le cas en Allemagne.

En Allemagne, Amazon travaille avec des entreprises sous-traitantes sur le dernier kilomètre, avec des salaires de dumping et des conditions de travail précaires. Même les chauffeurs et chauffuses prétendent « indépendant-e-s » sont à pied d'œuvre sous la devise : « flexibilité totale pour zéro protection ». Nous parlons ici d'une ubérisation de la branche. Cela signifie que les employé-e-s travaillent toujours plus, mais peuvent de moins en moins faire valoir leurs droits et sont même contraint-e-s à l'indépendance fictive illégale.

La protection des salaires et des conditions de travail est obligatoire

Par conséquent, avec de telles stratégies de dumping, de grands acteurs du cybercommerce mettent le commerce de détail fortement sous pression et détériorent de façon substantielle les conditions de travail de la branche de la logistique. Ils exercent leur pouvoir de marché non seulement contre des concurrents, mais aussi contre les employé-e-s qui subissent une énorme pression. Nous ne pouvons tolérer que les conditions de salaire et de travail dans toute la chaîne de processus, en particulier sur le dernier kilomètre (et dans le cas des retours, le même chemin en sens inverse), soient livrées à une bataille de dumping entre les géants de l'e-commerce. Des salaires minimums décentes sont donc nécessaires dans cette branche : 20 francs de l'heure comme minimum absolu et d'autres salaires minimums plus élevés en fonction de l'activité et des qualifications des employé-e-s.

Il faut une numérisation sociale au lieu d'un dumping de l'Etat

Dans ce contexte, nous devons résolument intervenir si l'Etat ou des entreprises proches de l'Etat ne combattent pas ce dumping salarial, mais l'encouragent directement ou indirectement, et nuisent de ce fait à la collectivité. L'année dernière, nous nous sommes opposés avec succès à la collaboration des CFF et de La Poste avec Uber. Entre-temps, La Poste a acquis le service coursier Notime, qui a conquis ses parts de marché aux dépens des coursières et coursiers contraint-e-s de travailler pendant deux ans en tant que faux indépendants. Les entreprises proches de l'Etat doivent contribuer à ce que la numérisation serve un but social. Le fait que la PostCom fixe maintenant pour la première fois dans l'histoire suisse un salaire minimum étatique qui ne suffit tout simplement pas pour vivre est un scandale contre lequel Unia luttera par tous les moyens.